

L'Europe devrait investir dans le tissu économique des premiers pays d'accueil

- L'économiste britannique Paul Collier a reçu à Bruxelles, ce mardi, le prix de la Citoyenneté de la Fondation P&V.
- Il plaide pour offrir aux réfugiés des emplois dans les premiers pays d'accueil et miser sur le développement de l'Afrique.
- Ces questions sont au cœur du sommet Europe-Afrique de ces jeudi et vendredi.

“La tragédie des sociétés modernes est d'avoir dénudé les gens de leur sens des responsabilités.”

Paul Collier

Lauréat du Prix de la citoyenneté de la fondation P&V

Propos recueillis par Maria Udrescu

J'ai grandi dans une famille simple, où on m'a toujours appris que la pire honte qu'on pouvait s'infliger était de se vanter.” Paul Collier, professeur d'économie à l'université d'Oxford, ancien conseiller auprès du Fonds monétaire international et ancien directeur du groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale, n'est pas de ceux qui aiment la lumière des projecteurs. Mais ses pistes pour apporter une réponse *“morale et pratique”* au défi de la migration, exprimées dans son livre *“Refuge : Transforming a Broken Refugee System”*, lui ont attiré autant de louanges que de critiques. Il se trouvait notamment ce mardi à Bruxelles pour recevoir le Prix de la citoyenneté de la fondation P&V.

Son œuvre s'inscrit pleinement dans le débat sur le sens d'une *“solidarité européenne”* face au sort des réfugiés. D'un côté, ceux qui prônent une Europe qui ouvre ses portes aux millions de personnes fuyant les guerres et des États membres qui se serrent les coudes pour leur offrir un accueil digne. De l'autre, ceux, parmi lesquels Paul Collier, qui estiment que l'Union devrait plutôt s'atteler à tendre la main aux dix premiers pays d'accueil, proches des conflits, pour y améliorer le sort des réfugiés et les pousser à y rester. Pour certains États européens, motivés par leurs idéologies nationalistes plutôt que par des considérations altruistes, cette deuxième approche n'est qu'un moyen – parmi d'autres, comme l'érection de frontières – de garder les réfugiés loin de leurs territoires et des regards.

Autonomiser les réfugiés

Mais Paul Collier se dit, lui, mû par un seul objectif : celui d'offrir aux personnes déplacées le droit à être autonomes. Entendez : un emploi. *“Les réfugiés*

son par définition des gens qui n'ont pas choisi d'être des migrants. Ils n'aspirent qu'à rentrer chez eux une fois que le conflit qui les a poussés à prendre la fuite sera terminé. Mais pendant ce temps, afin d'obtenir une certaine autonomie dans leur vie, ils ont besoin de travailler pour soutenir leur famille.”

Ainsi, les premiers pays d'accueil, tels que la Jordanie et le Liban, devraient-ils *“offrir ce qu'ils ont de meilleur, à savoir un endroit sûr et facile d'accès”*. Tandis que l'Europe, *“devrait fournir ce dont elle bénéficie le plus, donc de l'argent et des emplois”*. En pratique, cela se traduit par des accords censés inciter ces pays à ouvrir leur marché du travail aux réfugiés. En 2016, la Jordanie, qui accueille plus de 650 000 Syriens, s'est engagée à leur créer jusqu'à 200 000 débouchés en échange de prêts, d'avantages commerciaux et d'investissements de la part de la communauté internationale – l'Union européenne a mis 747 millions d'euros sur la table pour 2016-2017 –, dont bénéficierait également la population jordanienne. Fin 2016, l'Éthiopie a à son tour annoncé un accord avec la Banque européenne d'investissements, promettant d'employer 30 000 réfugiés, venus notamment du Sud Soudan, d'Érythrée et de Somalie, en contrepartie de la construction de deux centres industriels d'une valeur de 500 millions d'euros.

“Le devoir de sauver”

D'aucuns n'hésitent pas à remettre en cause l'efficacité, voire l'objectif réel, de ces accords, soulignant que l'Europe, sous le prétexte d'aider les réfugiés et les pays qui les accueillent, cherche à refiler la patate chaude de la migration hors de ses frontières. Quoi qu'il en soit, cette politique semble être la seule que l'UE est en mesure de mener, à l'heure où ses États membres sont incapables de s'accorder sur un système commun migratoire.

Si la solution proposée par Paul Collier ne fait pas

l'unanimité, elle découle en tout cas du constat que l'Europe a failli à *“son devoir de sauver”*. Un énième symptôme d'une société *“polarisée par des nouvelles anxiétés, divisée entre une classe qualifiée et l'une peu qualifiée, entre des métropoles développées et des villes de province en déclin, et dont les citoyens perdent le sens de l'identité partagée, de leurs devoirs et obligations. Cette division se traduit par l'idée que ‘nous’ ne voulons plus les aider ‘eux’. Et ‘eux’ nous détestent ‘nous’. La tragédie des sociétés modernes est d'avoir dénudé les gens de leur sens des responsabilités, pour les transformer en des adolescents qui estiment qu'ils n'ont que des droits qu'un État paternaliste est censé leur offrir”*.

Plutôt que d'assumer ses responsabilités et d'offrir une réponse pragmatique à la crise migratoire, *“l'Union n'a cessé de valser entre une raison sans cœur et un cœur irraisonné. Elle aurait dû agir tôt, mais elle n'a rien fait pendant quatre ans. La crise syrienne a commencé en 2011, mais elle a estimé que cela ne la concernait pas. En 2015, la chancelière Angela Merkel a dit aux réfugiés de venir en Allemagne. Avant de retourner sa veste pour passer cet accord immoral avec la Turquie, qui consiste à payer le président Recep Tayyip Erdogan 3 millions d'euros pour reprendre des gens. Voilà comment il ne fallait pas gérer la crise migratoire”*.

Or attendre que la crise arrive dans une Union dépourvue d'un système commun d'asile n'était que la recette idéale du désastre. *“Nous avons un espace de libre circulation : Schengen. Mais nous n'avons ni une force de défense des frontières, ni des règles communes, ce qui fait qu'on peut entrer par là mais pas par là-bas. Pour pallier ces défaillances, la solution a été de dire que tout pays qui laisse entrer des personnes dans cet espace en est responsable. Donc l'Italie doit enregistrer des personnes afin que, si ces personnes se retrouvent en France, on puisse savoir par où elles sont rentrées et les renvoyer en... Italie. Quel intérêt a l'Italie de faire cela ?”, s'interroge Paul Collier. Ainsi, l'économiste semble-t-il surtout préférer une Union qui agit, du moins hors de ses frontières, à une Union qui tente maladroitement, à la dernière minute, de colmater les brèches d'un système migratoire (quasi) inexistant.*

Paul Collier
Professeur d'économie
à l'université d'Oxford.

“Il faut offrir aux sociétés africaines un espoir crédible”

Jusqu'il y a peu, l'Europe a regardé l'Afrique avec un certain paternalisme teinté de suffisance. Aujourd'hui, le marché africain est devenu un enjeu mondial, un terrain d'investissements qui ne se réaliseront que si le continent se développe... bien plus harmonieusement que ce n'est le cas actuellement.

Ce mardi, le Premier ministre Charles Michel, en déplacement à Bamako (Mali) et Abidjan (Côte-d'Ivoire), défendait une *“approche globale”* permettant de créer les *“conditions pour plus de stabilité et de sécurité en Afrique”*, ce qui signifie également *“plus de stabilité et de sécurité en Europe”*.

De son côté, le président français Emmanuel Macron déclarait à Ouagadougou, devant plus de 800 jeunes, que *“l'Afrique est un continent incontournable car c'est ici que se télescopent tous les défis contemporains – terrorisme, changement climatique, pauvreté, démographie, urbanisation. C'est en Afrique que se jouera une partie du basculement du monde”*.

Ce 29 et 30 novembre, 83 chefs d'Etat et de gouvernement, dont 28 Européens et 55 Africains, se réuniront à Abidjan.

Au menu: les flux migratoires et les drames humains qui en découlent, la sécurité et la jeunesse africaine. Ils s'attarderont ainsi sur les moyens de lutter contre l'esclavage en Libye, effet pervers d'une Europe qui cherche à empêcher les départs vers ses côtes et de pays africains qui ne facilitent pas toujours le retour de leurs ressortissants. La situation de la zone sahélo-saharienne, confrontée au terrorisme, sera également abordée. Tout comme les moyens d'offrir aux jeunes Africains, notamment ceux de moins de 25 ans, des perspectives d'avenir, à

l'heure où, d'ici 2030, ils seront plus de 760 000 sur le continent. Force est de constater que les milliers de migrants économiques qui fuient la misère pour rejoindre l'“eldorado européen” ont poussé, si ce n'est forcé l'Europe à se recentrer sur le développement de l'Afrique.

“Le problème part de l'idée que ‘nous faisons cela car nous ne voulons pas de vos citoyens chez nous’”, regrette l'économiste britannique Paul Collier, professeur à l'université d'Oxford, qui plaide toutefois pour limiter l'émigration africaine.

Après avoir longtemps critiqué la politique migratoire de la chancelière Angela Merkel, il a rejoint son équipe en tant que conseiller pour mettre sur pied le Compact with Africa, un plan d'aide au renforcement des investissements privés destiné dans un premier temps à cinq pays africains. *“Il y a une bonne raison pour dire que les Africains qualifiés devraient rester en Afrique: celle de construire les sociétés africaines.”*

Le rôle des pays développés, notamment ceux d'Europe, devrait ainsi consister à *“offrir aux citoyens africains, aux sociétés, un espoir crédible”*. *“Il ne s'agit pas de leur faire la morale, de les menacer ou de les corrompre pour qu'ils mènent les politiques que l'on veut. Mais d'ouvrir des possibilités, créer des opportunités, d'autonomiser ces sociétés”*. Ainsi, à l'heure où l'Afrique est en pleine expansion démographique, l'enjeu est de s'assurer que l'urbanisation se fasse de manière efficace et que *“l'Afrique devienne une fabrique à emplois”*. Et ce, dès maintenant. *“Car si on échoue lors des vingt prochaines années, on ne pourra revenir en arrière.”*

M.U.

*“C'est en Afrique
que se jouera
une partie
du basculement
du monde.”*

Emmanuel Macron
Président de la France